

JUSTIN VAÏSSE

Directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère français des Affaires étrangères

Fen Osler Hampson, directeur du programme de sécurité internationale et politique du CIGI ; co-directeur de la Commission mondiale sur la gouvernance d'internet ; professeur chancelier à l'université Carleton, Ottawa, Canada

Thank you. Our next speaker is Justin Vaïsse, Director of Policy Planning Staff in the French Ministry of Foreign Affairs.

Justin Vaïsse, directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère français des Affaires étrangères

Je vais présenter quelques remarques assez brèves qui ne représenteront pas une vision française ou officielle, mais plutôt une vision européenne. Quelle est la vision européenne de l'Eurasie ? Je crois que la première chose à savoir, c'est qu'« Eurasie » n'est pas dans le lexique européen. La notion recouvre en fait deux réalités. Soit on parle de l'Asie centrale, soit on parle de Mackinder et du « Heartland », regroupant l'Europe et l'Asie. Concernant la première réalité, le concept que l'on emploie est simplement celui d'Asie centrale ; le deuxième n'existe pas dans les représentations européennes. C'est assez différent de la réalité recouverte par le terme dans l'esprit des Russes – dans les diverses définitions, que l'Eurasie a revêtues au cours du temps – et qui évidemment est un reflet de leur double orientation, à la fois asiatique et européenne. Deuxièmement, le terme est aussi employé par des géopolitologues, y compris américains. Chez les Américains par exemple, il y a au département d'État, la direction de l'Europe et de l'Eurasie. Le terme est donc employé. Mais on est davantage dans l'Asie centrale, que dans l'idée d'un ensemble dans lequel seraient mises à la fois toute l'Europe et toute l'Asie. Par ailleurs je ne crois pas que les Chinois emploient cette expression, et qu'elle soit utile et utilisable. C'était donc le premier point important : « Eurasie » n'est pas vraiment dans le lexique européen.

Eurasie n'est pas non plus dans notre pratique ou notre grammaire géopolitiques. L'Europe n'a pas de grande vision géopolitique, et je ne suis pas sûr qu'il faille le déplorer. Pour en revenir à ces questions de grammaire, notre lexique, pour parler de l'ensemble des régions, est assez différent. On parle de voisinage. On parle d'association. On parle d'accord de partenariat. On parle des « quatre espaces », qui était une initiative vis-à-vis de la Russie. On parle de programmes de développement. On ne parle pas d'échiquier, qui est la notion un peu imaginaire que véhicule, d'après Mackinder et les géopoliticiens, le concept d'Eurasie. C'est donc une façon différente de penser les choses, de se les représenter. Je crois qu'un point est fondamental ici, et qu'il est assez bien reflété par le lexique qu'on emploie vis-à-vis de la région, comme vis-à-vis de beaucoup d'autres régions – c'est celui du choix des pays de la région. Si on parle d'Asie centrale en particulier, ce qui compte dans la vision européenne, c'est de laisser les pays de la région choisir eux-mêmes les ensembles qu'ils souhaitent rejoindre – sans nécessairement avoir des intégrations, mais au moins un choix des intégrations possibles, pour l'Ouzbékistan, le Turkménistan et les autres.. L'OSCE est un bon exemple d'organisation régionale : en effet, ces pays d'Asie centrale ont volontairement rejoint le processus de la CSCE, au début des années 90, puis l'OSCE. L'OSCE est, d'un certain point de vue, une organisation eurasiatique, même si elle n'inclut pas la Chine mais inclut l'Amérique du Nord.

Le troisième point concerne ce que fait l'Union européenne en Asie centrale, et dans cette géographie particulière. La première chose, c'est son soutien à la stabilité. Je n'ai pas besoin de revenir sur l'épisode de l'Afghanistan et sur la contribution européenne à l'Afghanistan ; un engagement assez profond, assez coûteux, qui dans sa nature était différent de celui des États-Unis, mais qui était au fond un apport net à la stabilité de l'Afghanistan et de la région, un



apport du type de celui qu'auraient pu faire les voisins. Mais je pense à d'autres exemples dans les années 2000 à 2010, en particulier l'action de l'Union européenne en Ouzbékistan en 2005, ou au Kirghizstan en 2010, lors des différents événements, émeutes et révolutions qui ont marqué l'Asie centrale.

La deuxième chose que fait l'Union européenne, c'est de la coopération, en particulier des accords de coopération, et du commerce. Des délégations de l'Union européenne ont été ouvertes dans chacun de ces pays d'Asie centrale, avec un dialogue politique permanent. Par exemple, la peine de mort dans ces pays est rare. Dans les années 90, le dialogue de l'Union européenne avec ces pays a conduit ces derniers à reconsidérer la question soit qu'il y ait un moratoire durable soit que ces pays aient aboli la peine de mort.

Pour revenir à cette idée de laisser les pays de la région choisir, je crois que l'Europe est vue dans cette région, où en effet il y a deux pôles très puissants, la Russie et la Chine, comme une puissance ou une présence qui n'a pas de dessein stratégique, qui n'a pas d'objectif stratégique, et donc avec laquelle il est plus facile de coopérer. Finalement, comment voit-on les différentes organisations existantes, ou les projets d'organisation dans la région ? L'OSCE nous semble importante même si elle n'inclut pas la Chine : c'est une organisation pont entre les différents pays de la région et en particulier une organisation à laquelle la Russie appartient, et dans laquelle il est possible de discuter des problèmes de sécurité de la région, tout en gardant une certaine dimension transatlantique. D'autre part, il y a l'organisation de la coopération de Shanghai, même si à l'instar de l'OSCE elle est en partie freinée ou handicapée par la nécessité de l'unanimité. Enfin il y a l'Union eurasiatique. L'Union européenne est évidemment flattée d'être prise comme modèle par l'Union eurasiatique. La réalité très matérielle de celle-ci existe depuis 2010, à partir du moment où l'union douanière est entrée en jeu. La première chose à remarquer c'est que l'Union européenne a pâti de cette union douanière, à hauteur d'environ 500 millions d'euros par an, à cause de la remontée des tarifs douaniers, en particulier ceux du Kazakhstan, pour essentiellement s'aligner sur la Russie. Par ailleurs, la tendance protectionniste de cette union douanière n'est pas forcément propice au développement à long terme de la région. Mais c'est aux pays de la région à qui il revient de choisir. Je pense que ceux-ci expriment bien ce dont ils ont envie et ce dont ils n'ont pas envie. Une union douanière, comme beaucoup d'entre eux l'ont souligné, est un bénéfice pour eux. Ils ont aussi indiqué assez nettement – c'est le cas du Kazakhstan – qu'ils ne souhaitent pas aller plus loin. Ce n'est donc pas une recreation de l'URSS, et nous ne le voyons certainement pas comme ça. Nous ne le voyons pas non plus comme une concurrence pour l'Union européenne. Au contraire, si c'est en effet une réalité économique qui continue à s'imposer, nous lui souhaitons le meilleur, et nous pensons même qu'elle peut fournir un cadre de dialogue avec l'Union européenne, permettant de déplacer les frictions qui existent actuellement avec la Russie d'un terrain politique et militaire vers un terrain économique. En effet, si l'Union européenne et l'Union eurasiatique peuvent discuter de projets économiques communs et d'échanges commerciaux, nous verrions cela comme quelque chose de très positif, parce que s'ajoutant aux efforts faits par la Corée du Sud ou par la Chine pour développer la région. Et peut-être qu'au bout du compte, les réalités économiques et géoéconomiques finiront par l'emporter.